

S1. mise en évidence de l'idée de protection contre la loi.

A. constitutionnalisation des libertés.

Juge judiciaire est le gardien des libertés, **art 66 constit.**

1. une consécration prétorienne.

16 juillet 71 LIBERTE D'ASSO

Préambule de 58 a pleine valeur juridique (46 + DDHC)

Reprend ce que le CE avait dit implicitement dans 60 EKY.

Solution ratifiée par le pouvoir constit :

- implicitement avec révision constit de 74.
- explicitement avec intégration de la charte de l'environnement au préambule.

En 71 le cconstit parle de BLOC de CONSTIT et en délimite les contours dans un arrêt de 75 IVG.

2. une jurisprudence mesurée.

*Refus d'être constituant.

Le conseil constitutionnel considère que son contrôle se limite aux lois parlementaires, il refuse de contrôler les lois référendaires. Cf 62 lois référendaires sur SUD, il ne peut contrôler que les lois ordinaires. Idem 2003 ORGANISATION DECENTRALISEE

Le conseil constitutionnel refuse de créer des normes constit nouvelles. 94 BIOETHIQUE. Le conseil constitutionnel n'est pas une juridiction cstitué mais cstituante. Dans cette décision il ya le principe de dignité humaine déduit de al 1 préambule de 46.

*détermination des PFRLR.

Al 1 préambule 46 donne notion PFRLR mais ne défini pas, ni ne donne de liste.

88 LOI D'AMNISTIE donne les conditions pour qu'il y ait PFRLR :

- principe donné par une législation antérieure à 1946.
- principe général et important.
- ppe appliqué sans exception aucun.

En pratique le conseil constitutionnel a recours à la DDHC ou au préambule plutôt qu'à la reconnaissance de nouveaux PFRLR.

*soucis d'affirmer le rôle du législateur.

Le conseil constitutionnel refuse de se substituer au législateur. 75 IVG, le cconstit dit qu'il doit exo un contrôle de constit et non un contrôle d'opportunité.

2006 CPE.

Parfois plusieurs interprétations sont possibles, mais le conseil constitutionnel a recours à la **réserve d'interprétation** ce qui limite la portée du texte.

2007 MAITRISE de L'IMMIGRATION.

La jurisprudence montre que le conseil constitutionnel essaie de concilier respect des normes constitutionnelles et marge de manœuvre pour faire face aux revendications sociales.

B. internationalisation des libertés.

Se fonde sur **art 55 constit**, sont sup aux lois, + art 88-1 constit en matière de UE.

1. les normes de droit international général.

La déclaration universelle de 1948, n'a pas de valeur juridique contraignante, n'est pas conventionnelle => a un potée symbolique = synthèse entre conception marxiste et libérale des libertés. Proclame des libertés civiles (droit à la vie), liberté politique (liberté de conscience, d'expression) et de droit éco et sociaux (droit à la sécu, santé...) Remarque : une grande partie des dispositions de la déclaration peuvent avoir des interprétations divergente selon si l'on retient conception marxiste ou libérale.

Ex : élection libres et honnêtes. Pour libéral = pluralité, pour marxiste = parti unique.

Pactes du 1- décembre 66, st généraux et classique ne prévoient pas de mécanisme de sanction.

2. les normes issues du conseil de l'Europe.

La + importante est la CEDH de 1950. la CEDH est compo de : Droit absolus c'est à dire insusceptibles de dérogation quelque soient les circonstances (droit à la vie, non rétroacti de loi pénale...)

Droits relatifs c'est à **dire lib physique** : droit à la surété, droit à un jugement équitable.

Lib intellectuelles : lib de penser.

Lib politique : élection libre, scrutin secret.

Ces droits sont relatifs car peuvent faire l'objet de restriction de la part de l'état.

CEDH confère à tous ces droits un effet direct.

3. normes issues de l'UE.

a. normes prétoriennes.

CJCE 74 NOLD.

Ne donne une liste de droit dans cet arrêt mais le fera au court de sa jurisprudence.

Problème c'est que tant que CJCE n'a consacré de droit, les états ne savent quelles normes respecter.

b. charte de droit fondamental de l'union.

Traité de Lisbonne ne l'a pas intégré mais y fait référence par renvoi en annexe.

Le contenu ? catalogue de droit et libertés.

Autorités ? pas de valeur juridique contraignante tant que Lisbonne n'est pas ratifié. En attendant s'applique jurisprudence 2006 parlement vs CONSEIL.

Auj protection des droits fondamentaux par NOLD ;